



HAL
open science

Chronique sur les professions en éducation. Déclin institutionnel et travail enseignant

François Dubet

► **To cite this version:**

François Dubet. Chronique sur les professions en éducation. Déclin institutionnel et travail enseignant. Formation et Profession, 2011, 18 (1), pp.36-37. halshs-00610116

HAL Id: halshs-00610116

<https://shs.hal.science/halshs-00610116>

Submitted on 11 Jul 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NoDerivatives 4.0 International License

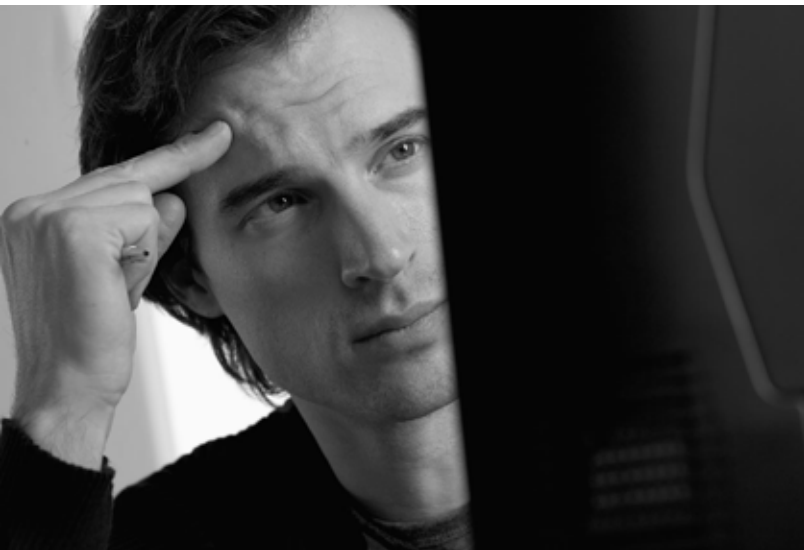
Chronique sur les professions en éducation

Déclin institutionnel et travail enseignant

François DUBET

Professeur à l'Université Bordeaux Segalen

Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS)



Dans la plupart des pays riches et comparables, le travail des enseignants est confronté aux mêmes épreuves et soumis aux mêmes enjeux. Partout ou presque, l'ancienne institution scolaire sûre de son autorité culturelle, convaincue de son utilité sociale et morale, relativement protégée de la pression directe des autorités politiques et des familles, semble emportée par les quatre vents des changements sociaux. Avec la massification scolaire et l'allongement continu des études, les enseignants sont confrontés à des élèves de plus en plus « divers », différents, et souvent à des élèves fort éloignés des attentes de l'école. Les industries culturelles et les médias opposent à l'école des modes d'accès aux

connaissances rapides et séduisants qui affaiblissent l'autorité et la légitimité des savoirs scolaires. L'emprise des diplômes sur la distribution des individus dans les hiérarchies sociales et les positions professionnelles ne cesse de s'accroître, développant un utilitarisme et une compétition scolaires qui accentuent partout les logiques de concurrence, de marché, et la pression des « consommateurs ». Partout les responsables politiques considèrent que l'éducation est un investissement dont il importe de mesurer l'efficacité et la rentabilité; il faut alors que les enseignants « rendent des comptes ». Toutes ces mutations conduisent souvent vers une exacerbation des critiques adressées à l'école qui apparaît toujours « trop injuste », « trop inefficace », « trop peu soucieuse des individus »... Plus on attend de l'école, plus elle déçoit et plus on la critique bien que rien ne prouve que cette école soit moins bonne aujourd'hui qu'hier.

Alors que le monde scolaire était une institution relativement protégée par ses murs, ses traditions et son autorité, il se sent aujourd'hui menacé. Cette menace est d'autant plus mal supportée par les enseignants pour qui le métier est de plus en plus difficile et plus éprouvant. Quand les enseignants ne s'adressaient qu'à des élèves soumis et dont les ambitions scolaires étaient directement fixées par la naissance, l'enseignement secondaire ne retenait que les élèves disposés à jouer le jeu de l'école, à en accepter les règles et l'autorité. Quand l'école incarnait la grande culture légitime, celle de la science, de la nation ou de la religion, l'autorité des maîtres reposait sur l'institution bien plus que sur leur personnalité et leur talent. Aujourd'hui, tous ces cadres

institutionnels se défont et les enseignants se trouvent *exposés*. Ils doivent construire leur propre autorité, ils doivent susciter l'intérêt des élèves qui n'est plus acquis, ils doivent tenir compte de la singularité des individus et de la diversité des cultures, ils doivent rendre des comptes aux parents, aux administrations et aux élus, ils doivent travailler en équipe tout en sachant qu'ils sont seuls dans leur classe. Bref, le métier d'enseignant est bien plus exigeant qu'il ne l'était hier. Pour faire la classe, il ne suffit pas de jouer son rôle de maître, il faut engager sa personnalité, il faut s'exposer aux demandes et aux attentes des autres : les élèves, les parents, les administrateurs, l'opinion publique...

Peut-être s'agit-il moins de condamner une évolution perçue parfois comme la conséquence d'un projet ou d'un complot néolibéral que d'observer comment les divers systèmes scolaires répondent à cette mutation de façon spécifique à l'heure où l'on affirme trop rapidement que la mondialisation lisse et homogénéise les sociétés. Si ces mutations de l'école et les épreuves qu'elles engendrent sont communes à la plupart de systèmes éducatifs, les diverses sociétés y réagissent de manière bien différente en fonction de leurs traditions éducatives et de la place qu'elles attribuent à l'école.

Dans le cas français, c'est le sentiment de chute et de décadence qui l'emporte le plus souvent. Au fond, l'école républicaine a prolongé de manière très singulière le modèle « monacal » d'une école catholique appuyée sur l'autorité des savoirs et construite comme un sanctuaire. Dès lors, il faut se protéger contre un changement perçu comme une agression et défendre un modèle républicain d'autant plus enchanté qu'il s'éloigne dans une image nostalgique du passé. Se crée alors un combat entre les « républicains » et les « pédagogues » et une sourde opposition à des changements perçus comme un délitement de la vocation de l'école chargée de construire la société. Dans ce cas, les enseignants entrent dans le changement, mais sans le vouloir et en « traînant des pieds ». D'autres sociétés paraissent mieux armées pour accepter la nouvelle donne. Ce sont souvent des pays décentralisés et de tradition protestante dans lesquels l'école est traditionnellement enchâssée dans la communauté et où la pédagogie est plus centrée sur l'activité des élèves que sur l'autorité des savoirs. Au modèle républicain français incarné par la pensée de Durkheim s'oppose la pensée pédagogique de Dewey.

Nous pourrions penser que le Québec est dans une position intermédiaire, empruntant à la fois à une histoire catholique profonde « à la française » et à un modèle politique décentralisé, communautaire et pragmatique « à l'anglaise ».

Mais on ne peut en rester à ce niveau de généralité. Comme le montrent les comparaisons internationales : les diverses écoles nationales sont très différentes en termes de niveaux de compétences atteints par les élèves, d'inégalités scolaires et de climat éducatif. Plus encore, toutes leurs différences ne procèdent pas seulement par les caractéristiques globales des sociétés¹. La plupart d'entre elles s'expliquent par la nature de l'organisation scolaire et par le travail des enseignants eux-mêmes. Face aux épreuves de l'école, le travail enseignant se transforme de manière plus ou moins harmonieuse et plus ou moins efficace. Pour comprendre ce qui se passe « vraiment », il est moins utile de comparer des modèles que d'entrer dans la classe, que d'observer et d'étudier le travail des enseignants et celui des élèves. Il est moins utile d'étudier ce que l'école veut faire plutôt que ce qu'elle fait réellement. Et en la matière, rien ne remplace les comparaisons raisonnées entre les enseignants, les écoles et les systèmes nationaux.

Plus on s'éloigne du vieux modèle des institutions qui formatait le travail des enseignants, plus on glisse vers une école dont la « qualité » réside dans le travail des enseignants. Cette évolution qui semble irréversible a deux conséquences. En termes politiques, il faut former les enseignants et les « protéger » plutôt que de les exposer, désarmés aux mille tensions de leur métier. En termes scientifiques, il faut comprendre ce qui se passe dans la classe et dans une relation pédagogique qui dépend bien plus des individus que des « systèmes ». C'est à ce prix que nous pourrions maîtriser les changements imposés à l'école, mais qui sont aussi le prix de l'élargissement de l'emprise de l'école elle-même sur des sociétés qui y placent une part de leur salut.

1 F. Dubet, M. Duru-Bellat, A. Vérétout, *Les sociétés et leur école*, Paris, Seuil, 2010.